

# ÉCOUTER LA SOUFFRANCE, MOBILISER LES RESSOURCES SOCIALES

*par Jean-Marie Gourvil \**

*Par la médiation, le plus fréquemment, du « Développement social local », les centres de formation supérieure préparant aux métiers du travail social sont concernés par l'aspiration à un développement durable. Dans sa composante d'équité sociale, mais bien autant en rejoignant sa dynamique d'activation de la citoyenneté pour tous.*

La formation des travailleurs s'ouvre progressivement à la problématique du Développement Social Local (DSL). Les formations au DSL qui étaient le fait de réseaux d'acteurs (formateurs de centres (1), cadres des services et professionnels particulièrement mobilisés) deviennent de plus en plus un choix « stratégique » de nombreux centres de formation. Cette évolution est positive, mais pourquoi est-elle si lente ?

## **Analyser la souffrance humaine**

Pour faire avancer le système de formation il faut sans doute sortir d'une contradiction simple mais déterminante : la difficulté à analyser la souffrance humaine et son rapport avec le DSL.

Le DSL est souvent associé à des politiques publiques exogènes aux quartiers et localités, dont les politiques de la Ville et les programmes de la CNAF (2) sont les figures emblématiques. Ces politiques ont tendance à instrumentaliser les acteurs du territoire. Le DSL est également associé à un appel à la démocratie participative, mais se réduit souvent à « convoquer » les habitants à des formes d'expression qui sont bien loin de leur culture. Les politiques publiques de DSL ne tiennent que peu compte du fait que les usagers du travail social sont des personnes qui souffrent de leur exclusion, du fardeau qui pèse sur elles et que l'appel incantatoire aux rituels de la participation, selon des modes et des codes qui conviennent aux classes moyennes et aux gestionnaires des politiques publiques, ne fonctionnent pas (3).

La souffrance sociale provoquée par l'exclusion, la marginalisation, les conditions de vie est la base du travail social. Les travailleurs sociaux, sans ignorer la dimension intra-psychique de la personnalité, travaillent sur la capacité des personnes à poser des gestes, à exprimer des sentiments, à entretenir ou recréer des relations humaines. L'intervention sociale a pour objectif de « travailler le social ». Ce travail n'est ni celui du psychologue, ni celui de « l'aménageur social ». Il est travail sur le lien social et surtout

*\* Directeur des formations, IRTS de Basse-Normandie. Responsable de la commission DSL au Groupement National des Instituts de formation en Travail social (GNI).*

(1) Instituts de formation d'assistants sociaux et d'éducateurs spécialisés principalement.

(2) Caisse Nationale des Allocations Familiales, intervenant non seulement dans les villes et espaces ruraux au titre des actions socio-éducatives destinées aux enfants, mais aussi comme appui de nombreux équipements d'animation et de rencontre.

(3) Ceux qui ont eu la chance de lire autrefois le livre de **Saul Alinsky**, *The rules for radicals*, traduit avec pour titre *Manuel de l'animateur social* (Seuil, coll. Points), pourront faire l'analyse de cette situation particulière.

travail sur les effets intériorisés de la domination et de l'exclusion. L'espace est difficile à définir, il intègre une dimension psycho-affective et une dimension idéologique et culturelle. Comment prendre en compte le « sujet » sans réduire sa souffrance à une dimension intra-psychique personnelle ou familiale ? Sortir de cette contradiction c'est donner comme objet au travail social la souffrance que chaque individu porte par intériorisation des effets de l'exclusion sociale ou du dysfonctionnement de son (ou ses) groupe d'appartenance. Dans cette perspective, le lien entre aide individuelle, action collective et DSL s'éclaire. A *contrario*, sans cette perspective, on assistera encore longtemps à une confrontation entre une dynamique de programmation sociale, faite par des aménageurs sociaux, et une offre d'aide individualisée s'appuyant sur les théories de la personnalité. Le concept nord américain d'*empowerment* (4) que l'on peut traduire par « développement des capacités d'action » ou lutte contre « l'impuissance sociale » montre la voie possible.

Les centres de formation ont une responsabilité importante. Ils peuvent faire progresser la réflexion sur les pratiques sociales. Les fonctions d'expertise et d'ingénierie qui s'affichent dans tous les référentiels de formations de travailleurs sociaux (Niveau III) nécessitent que les centres se saisissent de cet axe d'intervention. Certains, déjà, ont un rôle de conseil auprès de collectivités locales ou d'établissements s'engageant dans cette perspective ; ils inscrivent leurs étudiants dans des stages de DSL ou d'actions collectives dans ces mêmes services et initient les « formateurs de terrain » à l'encadrement des stagiaires. La forte territorialisation du système de la formation en travail social favorise cette dynamique complexe.

## ***S'appuyer sur la bien-traitance et la solidarité***

Sortir de la contradiction « problèmes socio-économiques ou problèmes de personnalité », en utilisant le concept de souffrance sociale ne doit pas inciter à faire une lecture négative de la réalité sociale. Le travail social qui a émergé durant la montée de l'État providence s'est focalisé sur les pathologies des personnes et des populations cibles. L'histoire des politiques sociales est l'histoire de la désignation successive par l'État de groupes « à risques ». Les thèmes des femmes seules avec enfants, au lendemain de la Grande Guerre, des familles nombreuses, des familles monoparentales, des adolescents délinquants, de la maltraitance, plus récemment de la dépendance, et enfin des pères qui n'assument plus leur parentalité constituent cette longue liste des difficultés que les politiques sociales doivent résoudre.

Le DSL ne peut pas prendre pour point d'ancrage ce diagnostic par problème. C'est le paradoxe d'une intervention sociale actualisée.

(4) Lire, sur cette notion, l'article détaillé paru dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 13, n°1, 2000.



La souffrance est la porte d'entrée dans l'intervention, mais l'intervention doit se fonder sur les réponses et les ressources.

Travailler sur le lien social c'est certainement, en effet, entendre le « sujet » et sa souffrance, mais c'est travailler sur les capacités de son ou de ses groupes d'appartenance à l'aider. Frédéric Jésus (5), insiste sur la nécessité de développer la bien-traitance après un signalement d'enfant en danger. Le travail sur la maltraitance risque d'enfermer le travail médico-social dans la désignation sans fin des zones de risques ; le travail sur la bien-traitance redynamise le tissu social et lui permet de développer son *empowerment*, sa capacité à résoudre ses crises.

Le renversement de tendance est profond. Le DSL peut émerger sur cette redéfinition des modèles et des critères de l'action : mobiliser, autour d'une souffrance exprimée, les ressources sociales qui peuvent faciliter une nouvelle « puissance sociale », une nouvelle capacité relationnelle collective, un nouveau vivre ensemble.

Ainsi, le travail sur la dépendance des personnes âgées pourrait devenir un travail non pas sur « l'autonomie » des personnes âgées mais un diagnostic de l'intégration sociale possible de la personne âgée dans son voisinage, dans sa famille, dans son territoire. Le maintien à domicile prend, dans cette perspective une autre dimension. Certaines associations en ont fait leur devise.

La formation des travailleurs sociaux devrait donc mieux intégrer cette dimension paradoxale : écouter la souffrance, mais travailler sur la mobilisation des ressources sociales. Les actions collectives que mènent de nombreux travailleurs sociaux manifestent, même si l'analyse de la contradiction et du paradoxe n'est pas faite, que l'évolution est en cours. Ils savent qu'après ces actions collectives la démarche de développement social local, sur un quartier ou un canton, devient possible. La convergence des micro-projets sur un même territoire peut faire émerger des acteurs locaux capables de diagnostiquer leur territoire et de mener avec des professionnels des actions de plus grande envergure. Les politiques publiques questionnées au début de ce texte peuvent devenir alors, et alors seulement, des procédures intéressantes. Les responsables de ces politiques et des collectivités locales devraient mieux prendre en compte l'importance de ces micro-projets comme étapes nécessaires avant des opérations de DSL plus vastes et comme pédagogie de la démocratie participative (6).

La relecture de la question sociale locale devrait précéder l'appel à des politiques publiques de DSL. La mobilisation des acteurs du territoire se produit, à partir de l'écoute de la souffrance sociale qui s'exprime, par l'intervention sur les ressources et les capacités d'action du micro-système social local.

**Jean-Marie Gourvil**

(5) Ancien coordonnateur du Réseau d'Information sur le Développement Social géré par l'ODAS, et pédo-psychiatre.

(6) Voir *Economie & Humanisme* n° 364, « Solidarités, action sociale. De l'aide au partenariat », mars 2003.